

b) matières sédimentables (au cours d'une sédimentation statique de 2 heures) : 1 millilitre par litre;

c) matières en suspension : 100 milligrammes par litre;

2° pour le sous-secteur B :

a) demande biochimique d'oxygène en 5 jours et à 20 °C (BOD) : 500 milligrammes par litre;

b) matières sédimentables (au cours d'une sédimentation statique de 2 heures) : 5 millilitres par litre;

c) matières en suspension : 250 milligrammes par litre.

Art. 5. La condition complémentaire pour le déversement des eaux usées dans les égouts publics est la suivante :

— pour les sous-secteurs A et B la teneur en chlorures des eaux déversées ne peut dépasser 1 gramme par litre.

Art. 6. Les conditions de déversement sont fixées en fonction du volume spécifique de référence de l'effluent de :

1° pour le sous-secteur A : 400 m³ par t de produit fabriqué;

2° pour le sous-secteur B : 75 m³ par t d'os traités.

Art. 7. L'arrêté royal du 22 avril 1977 déterminant les conditions sectorielles de déversement des eaux usées provenant de l'industrie de la gélatine dans les égouts publics et dans les eaux de surface ordinaires, est abrogé.

Art. 8. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 octobre 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement,

F. AERTS

F. 85 — 2530

2 OCTOBRE 1985. — Arrêté royal déterminant les conditions sectorielles de déversement des eaux usées provenant du secteur de la fabrication des engrais, dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment l'article 3, § 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, notamment les articles 9 et 20, modifié par l'arrêté royal du 12 juillet 1985;

Vu les avis de l'Exécutif de la Région wallonne du 20 février 1985, de l'Exécutif flamand du 12 juin 1985 et de l'Exécutif de la Région bruxelloise du 2 juillet 1985;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les conditions sectorielles fixées dans le présent arrêté sont applicables au déversement des eaux usées des fabriques d'engrais.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté le secteur est subdivisé en quatre sous-secteurs comme suit :

— sous-secteur A : production d'engrais phosphatés, de superphosphates, d'acides phosphoriques et de phosphates techniques;

— sous-secteur B : production d'engrais azotés;

— sous-secteur C : engrais composés;

b) bezinkbare stoffen (tijdens een statische bezinking van 2 uur) : 1 milliliter per liter;

c) zwevende stoffen : 100 milligram per liter;

2° voor subsector B :

a) biochemisch zuurstofverbruik in 5 dagen en bij 20 °C (BOD) : 500 milligram per liter;

b) bezinkbare stoffen (tijdens een statische bezinking van 2 uur) : 5 milliliter per liter;

c) zwevende stoffen : 250 milligram per liter.

Art. 5. De aanvullende voorwaarde voor het lozen van afvalwater in de openbare riolen is de volgende :

— voor de subsectoren A en B mag het gehalte aan chloriden in het geloosde water 1 gram per liter niet overschrijden.

Art. 6. De lozingsvoorwaarden zijn vastgesteld op basis van het specifiek referentievolume van het effluent van :

1° voor subsector A : 400 m³ per t gefabriceerd produkt;

2° voor subsector B : 75 m³ per t behandelde beenderen.

Art. 7. Het koninklijk besluit van 22 april 1977 tot vaststelling van de sectoriële normen voor de lozing van afvalwater, afkomstig van de gelatine-industrie in de openbare riolen en in de gewone oppervlaktewateren, wordt opgeheven.

Art. 8. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 oktober 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu,

F. AERTS

N. 85 — 2530

2 OKTOBER 1985. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing van afvalwater, afkomstig van de sector van de meststoffenfabrieken, in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, inzonderheid op de artikelen 9 en 20, gewijzigd bij koninklijk besluit van 12 juli 1985;

Gelet op de adviezen van de Executieve van het Waalse Gewest van 20 februari 1985, van de Vlaamse Executieve van 12 juni 1985 en van de Executieve van het Brusselse Gewest van 2 juli 1985;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De in dit besluit vastgestelde sectoriële voorwaarden gelden voor de lozing van afvalwater door de meststoffenfabrieken.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit, is de sector onderverdeeld in de vier volgende subsectoren :

— subsector A : produktie van fosfaatmeststoffen, superfosfaten, fosforzuren en technische fosfaten;

— subsector B : produktie van stikstofmeststoffen;

— subsector C : samengestelde meststoffen;

— sous-secteur D : productions liées ou en annexe aux sous-secteurs A, B ou C et qui ne peuvent y être assimilées du fait de leur caractère spécial ou différent.

Art. 3. Les conditions complémentaires pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, sont les suivantes :

1° la demande chimique d'oxygène (COD) des eaux déversées ne peut dépasser 300 milligrammes par litre;

2° la teneur en fluor total des eaux déversées ne peut dépasser 300 milligrammes par litre pour le sous-secteur A et 50 milligrammes par litre pour le sous-secteur C;

3° la teneur en phosphore total des eaux déversées ne peut dépasser 100 milligrammes par litre pour le sous-secteur A et 50 milligrammes par litre pour le sous-secteur C;

4° la teneur en azote ammoniacal ($N-NH_4^+$) des eaux déversées ne peut dépasser 200 milligrammes par litre pour le sous-secteur B et 150 milligrammes par litre pour le sous-secteur C;

5° la teneur en nitrates, exprimée en $N(NO_3^- - N)$ des eaux déversées ne peut dépasser 250 milligrammes par litre pour le sous-secteur B et 225 milligrammes par litre pour le sous-secteur C;

6° la teneur en cadmium des eaux déversées ne peut dépasser 2 milligrammes par litre pour le sous-secteur A et 1 milligramme par litre pour le sous-secteur C.

Art. 4. Par dérogation aux conditions fixées à l'article 7, 2°, 3°, a et b et 5°, a et b de l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales :

1° le pH des eaux déversées ne peut être supérieur à 9 pour les sous-secteurs A, B et D et à 9,5 pour le sous-secteur C ou inférieur à 5 pour les sous-secteurs A et D et à 6 pour les sous-secteurs B et C;

2° la demande biochimique d'oxygène en 5 jours et à 20 °C (BOD) des eaux déversées, ne peut dépasser 60 milligrammes par litre pour les sous-secteurs A et C et 50 milligrammes par litre pour les sous-secteurs B et D;

3° la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut dépasser 600 milligrammes par litre pour le sous-secteur A, 100 milligrammes par litre pour le sous-secteur B, 200 milligrammes par litre pour le sous-secteur C et 300 milligrammes par litre pour le sous-secteur D;

4° la teneur en matières sédimentables (au cours d'une sédimentation statique de 2 heures) ne peut dépasser 10 millilitres par litre pour les sous-secteurs A, C et D et 5 millilitres par litre pour le sous-secteur B.

Art. 5. Le déversement d'eaux usées provenant des fabriques d'acide phosphorique et de superphosphatés dans les égouts publics est interdit.

Art. 6. Chaque concentration fixée à l'article 3 et à l'article 4, 2°, 3° et 4° peut être dépassée si la charge, le produit de la concentration par le débit figurant dans l'autorisation de déversement, n'est pas dépassée.

Art. 7. L'arrêté royal du 22 avril 1977 déterminant les conditions sectorielles de déversement des eaux usées provenant du secteur de la fabrication des engrais dans les égouts publics et dans les eaux de surface ordinaires, est abrogé.

Art. 8. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 octobre 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi
Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement,
F. AERTS

— subsector D : produkties verbonden aan of aanverwant met deze van de subsectoren A, B of C en die wegens hun speciaal of afwijkend karakter er niet mee kunnen gelijkgesteld worden.

Art. 3. De aanvullende voorwaarden voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren zijn de volgende :

1° het chemisch zuurstofverbruik (COD) van het geloosde water mag 300 milligram per liter niet overschrijden;

2° het gehalte aan totale fluor van het geloosde water mag 300 milligram per liter niet overschrijden voor subsector A en 50 milligram per liter voor subsector C;

3° het gehalte aan totale fosfor van het geloosde water mag 100 milligram per liter niet overschrijden voor subsector A en 50 milligram per liter voor subsector C;

4° het gehalte aan ammoniakale stikstof ($N-NH_4^+$) van het geloosde water mag 200 milligram per liter voor subsector B en 150 milligram per liter voor subsector C niet overschrijden,

5° het gehalte aan nitraten, uitgedrukt in $N(NO_3^- - N)$ van het geloosde water mag 250 milligram per liter voor subsector B en 225 milligram per liter voor subsector C niet overschrijden,

6° het gehalte aan cadmium van het geloosde water mag 2 milligram per liter voor subsector A en 1 milligram per liter voor subsector C niet overschrijden.

Art. 4. In afwijking van de voorwaarden vastgesteld in artikel 7 2°, 3°, a en b, en 5°, a en b van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater :

1° mag de pH van het geloosde water niet meer bedragen dan 9 voor de subsectoren A, B en D en dan 9,5 voor subsector C of niet minder dan 5 voor de subsectoren A en D en dan 6 voor de subsectoren B en C;

2° mag het biochemisch zuurstofverbruik gedurende 5 dagen en bij 20 °C (BOD) van het geloosde water, niet meer bedragen dan 60 milligram per liter voor de subsectoren A en C en 50 milligram per liter voor de subsectoren B en D;

3° mag het gehalte aan zwevende stoffen in het geloosde water niet meer bedragen dan 600 milligram per liter voor subsector A, 100 milligram per liter voor subsector B, 200 milligram per liter voor subsector C en 300 milligram per liter voor subsector D;

4° mag het gehalte aan bezinkbare stoffen (tijdens een statische bezinking van 2 uur) niet meer bedragen dan 10 milliliter per liter voor de subsectoren A, C en D en 5 milliliter per liter voor subsector B.

Art. 5. Het is verboden afvalwater afkomstig van de fosforzuur- en superfosfaatsfabrieken in de openbare riolen te lozen.

Art. 6. Elke concentratie die in artikel 3 en in artikel 4, 2°, 3° en 4° is vastgesteld, mag worden overschreden indien de last, het produkt van de concentratie met het debiet dat in de lozingsvergunning is vermeld, niet wordt overschreden.

Art. 7. Het koninklijk besluit van 22 april 1977 tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing van afvalwater afkomstig van de sektor van de meststoffenfabrieken in de openbare riolen en in de gewone oppervlaktewateren, is opgeheven.

Art. 8. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 oktober 1985

BOUDEWIJN

Van Koningswege
De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu,
F. AERTS